

APRÈS LE MODÈLE TURC, LA COPIE SLAVE

La Pologne, nouvelle tête de pont d'un plan de déstabilisation de l'Otan

par Andrew Korybko

RÉSEAU VOLTAIRE | MOSCOU (RUSSIE) | 26 FÉVRIER 2014

ENGLISH PORTUGUÊS



Radek Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères, avec les trois principaux dirigeants de l'opposition ukrainienne, à Kiev.

En serviteur zélé des intérêts US, la Pologne endosse officiellement, dans sa relation avec l'Ukraine, le rôle du Turc de service. À l'instar de la Turquie, qui s'est révélée être une plate-forme d'un intérêt géopolitique évident pour le transit des armes et le soutien en hommes et en matériel à destination des terroristes syriens, la Pologne fournit désormais le même type d'appui à leurs homologues ukrainiens. Donald Tusk, le Premier ministre polonais, a déclaré le 22 février 2014 que son pays assurait d'ores et déjà les soins nécessaires aux insurgés blessés de Kiev, des ordres ayant été effectivement donnés au ministère de l'Intérieur et aux Forces armées pour renforcer cette aide en mettant des hôpitaux à disposition [1]. Le ministre délégué à la Santé a confirmé les contacts de Varsovie avec les rebelles de

Kiev pour « organiser la prise en charge des soins aux blessés ukrainiens. ». Il en découle que la Pologne a, de fait, élargi jusqu'à près de 500 kilomètres à l'intérieur de l'Ukraine la zone sur laquelle elle entend exercer son influence, tant par l'action souterraine que par la diplomatie. En Ukraine, les services de renseignement polonais ne se contentent manifestement pas « d'aider les blessés » [des groupes terroristes]. On peut à plus forte raison présumer que les régions ukrainiennes frontalières de la Pologne —Lvov et Volyn— sont plus fortement encore sous l'emprise de Varsovie. Coïncidence ou pas, la région de Lvov a déjà tenté de déclarer son indépendance. Comme Varsovie l'a fait (et le fait en ce moment) en Ukraine, Ankara a exercé son influence en profondeur à l'intérieur du territoire syrien au plus fort de la crise qui a affecté ce pays. N'oublions pas que la Turquie a, elle aussi, abrité et soigné sur son propre territoire les combattants (terroristes) blessés en Syrie.

Il convient d'examiner de plus près la similitude des rapports qu'entretiennent la Pologne et la Turquie avec leurs voisins respectifs, l'Ukraine et la Syrie, pour mieux comprendre comment a été appliquée, dans l'un et l'autre cas, la méthode d'intervention du « pilotage par l'arrière » .

Notons d'abord que la stratégie du « pilotage par l'arrière » a été définie comme « un appui militaire des USA qui restent dans l'ombre et laissent à d'autres les slogans et la propagande ». C'est la stratégie adoptée pour les guerres menées sur des théâtres d'opération où, pour diverses raisons, les États-Unis répugnent à s'engager ouvertement. Elle s'appuie sur l'utilisation d'alliés, de « caciques » régionaux en charge de l'avancement des objectifs géopolitiques et géostratégiques des États-Unis, à travers un dispositif de guerre asymétrique, tandis que Washington redéploie ses forces en Asie où il souhaite opposer à la Chine une dissuasion de type conventionnel. Sur la scène européenne comme au Proche-Orient, ce sont les USA qui tirent les ficelles : pour Washington, la Pologne et la Turquie sont les marionnettes rêvées, l'une et l'autre dressées contre leurs voisins respectifs, l'Ukraine et la Syrie. Les États-Unis prennent principalement en charge l'entraînement des bandes de « l'opposition » et le renseignement. La Pologne et la

Turquie font leur part du travail en apportant un soutien direct au déploiement de ces groupes sur le territoire des pays attaqués.

En Ukraine, les États-Unis ont infiltré les ONG pendant plus de dix ans pour entrer dans la place, leur allouant entre autres cinq milliards de dollars pour « aider le pays à instaurer des institutions démocratiques » [2]. Dans la campagne de propagande menée contre Kiev, la NED (Fondation nationale pour la démocratie) [3] a joué un rôle majeur pour faire avaler au public ukrainien une version relookée de la vidéo fumeuse *Kony 2012* utilisée auparavant comme prétexte au renforcement de la présence militaire US en Afrique centrale [4]. Les reportages effrayants de « Danny », sur CNN, ont de la même façon été utilisés en Syrie en 2012 pour discréditer le régime de Damas [5]

Mais les ressemblances ne s'arrêtent pas là.

La Pologne et la Turquie sont toutes deux des États frontaliers de l'Otan, la Pologne étant présentée comme « le plus important de tous les pays frontaliers de l'Alliance en terme de puissance économique, politique et militaire ». Comparés à leurs voisins ukrainiens et syriens, ces deux pays d'un intérêt géostratégique majeur bénéficient d'une supériorité écrasante en matière de démographie. Ils souffrent, l'un comme l'autre, de complexes d'infériorité hérités de la gloire impériale perdue (perte de l'Union avec la Lituanie pour la Pologne et perte de l'Empire ottoman pour la Turquie) . Ils partagent tous deux une frontière terrestre étendue avec les pays qui sont dans le collimateur pour « une transition démocratique ». Ils ont pareillement en commun des liens culturels et politiques importants avec leurs voisins, hérités des empires perdus, qui remontent loin en arrière, avant le déclenchement de leurs crises respectives. Cela leur confère des atouts de premier ordre, intangibles, pour intervenir sur le futur champ de bataille, de manière officielle et non officielle, et pour mener les opérations de renseignement.

La Pologne et la Turquie abritent aussi l'une et l'autre des installations militaires importantes : l'US Air Force dispose d'une base aérienne à Incirlik, au sud de la Turquie, un radar de la défense anti-missile étant positionné à l'Est. Pour sa part, la

Pologne a mis à la disposition des USA la base aérienne de Lask et un avant-poste de la défense anti-missile dans le Nord-Est, près de Kaliningrad. Quand on observe les développements de la campagne menée par les insurgés qui s'acquittent, en Ukraine, de la tâche qui leur a été confiée, on fait un constat inquiétant : les méthodes des fascistes ukrainiens ressemblent de plus en plus à celles des djihadistes en Syrie. Comme à Damas en 2011, où des tireurs embusqués (identifiés comme des rebelles) tiraient à l'aveuglette sur la foule, des balles ont commencé à s'abattre sur les civils à Kiev, où même un reporter de la télévision russe RT a essuyé des tirs. On peut comparer la revendication par Lvov de son indépendance à la déclaration d'autonomie des Kurdes du Nord de la Syrie. Ces régions jouxtent, l'une comme l'autre, les frontières de l'État qui s'immisce dans les affaires intérieures de son voisin pour le compte du commanditaire US. On retrouve le même parallélisme dans la prise de contrôle, par les rebelles ukrainiens et syriens, des postes frontières assurant la liaison avec l'État qui les soutient. Ces manœuvres ont, pour Ankara et Varsovie, le mérite évident de faciliter le transit des armes, des hommes et du matériel à destination de la lignée de terroristes qu'ils ont engendrée. Quand les insurgés s'avèrent incapables de garder le contrôle des zones frontalières, ils recourent au pillage des entrepôts des forces gouvernementales qu'ils ont réussi à investir ; ils volent les armes, soit en les confisquant aux agents des forces de l'ordre qu'ils capturent, soit en les dérobant dans les bâtiments dont ils prennent le contrôle [6]. Les djihadistes qui combattent en Syrie sont coutumiers des prises d'otages et des exécutions sommaires. Leurs épigones ukrainiens marchent dans leurs pas comme en atteste leur capture de soixante policiers à Kiev.

Les exemples relevés plus haut démontrent clairement que les opérations de déstabilisation menées en Ukraine et en Syrie suivent un plan bien établi. Les États Unis sont aux commandes et appliquent leur stratégie du « pilotage par l'arrière ». Ils manipulent des États ébranlés par l'écroulement des empires dont ils faisaient partie. Ils ciblent des territoires d'intérêt majeur, situés là où ils préfèrent ne pas intervenir directement, tenir leur rôle secret, et nier à leur guise toute implication. Une autre pratique est

de plus en plus largement répandue : l'utilisation de groupes extrémistes régionaux fanatisés pour soutenir une entreprise de déstabilisation au long cours. Au Proche-Orient, ce sont les radicaux islamistes qui ont été choisis pour organiser et exporter le chaos. En Ukraine, les « wahabistes locaux » sont, semble-t-il, recrutés de plus en plus souvent parmi les groupes d'extrême droite, voire nazis, pour la conduite de certaines opérations. L'Ukraine peut fort bien devenir le terrain d'entraînement des autres groupes d'extrême droite européens. On peut aussi redouter que les groupes de factieux qui opèrent actuellement en Ukraine décident de vendre leur savoir-faire au plus offrant dans les autres pays européens. Tout comme la Turquie fait le lit des extrémistes islamistes à travers le soutien qu'elle apporte à ceux qui combattent en Syrie, la Pologne courtise dangereusement l'extrême droite nationaliste ukrainienne, comme l'attestent ses déclarations de soutien aux groupes qui utilisent la violence, et la décision récente d'évacuer et de soigner les insurgés (sans parler des autres formes de soutien tenues secrètes, dont on ignore l'étendue). Tout comme les extrémistes islamistes ont échappé à ceux qui en tiraient les ficelles, et mettent à présent en danger tout le Proche-Orient, les groupes nationalistes d'extrême droite risquent de devenir incontrôlables en Ukraine et peuvent mettre en danger l'Union européenne toute entière. Quand on compare la Pologne à la Turquie, et l'Ukraine à la Syrie, on est obligé de constater que le « Printemps arabe » est désormais inscrit, beaucoup plus profondément qu'il n'y paraît, dans le paysage européen.

Andrew Korybko

Traduction
Gérard Jeannesson

Source
Oriental Review

Note de l'*Oriental Review* : La féroce campagne anti-Assad que la Turquie a menée tout au long de ces trois dernières années s'est soldée par un désastre politique pour ce pays. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, s'efforce maintenant de rééquilibrer sa politique fort mal inspirée à l'égard de la Syrie. Il tente de retrouver des appuis régionaux et de reconquérir les faveurs de l'opinion publique, sa popularité s'étant effondrée en raison de son implication calamiteuse dans la tragédie syrienne. Sa dernière visite à Téhéran atteste du revirement spectaculaire opéré par la Turquie, aussi bien en ce qui concerne le raisonnement suivi que la manière d'aborder le problème syrien. Il semble bien que la Turquie ait tiré les leçons amères de l'expérience et compris ce qu'il en coûte de jouer le jeu de gouvernements étrangers dans ses relations avec un pays voisin. La Pologne sera-t-elle capable de réévaluer elle aussi, avec discernement, le rôle qui est le sien dans la crise abominable que traverse l'Ukraine ? La

question reste ouverte.

[1] « [Poland on standby to receive Ukraine's wounded](#) » by Mathew Day, *The Telegraph* 20 February 2014.

[2] "[Remarks by Victoria Nuland at the U.S.-Ukraine Foundation Conference](#)", by Victoria Nuland, *Voltaire Network*, 13 december 2013.

[3] « [La NED, vitrine légale de la CIA](#) », par Thierry Meyssan, *Однако/Réseau Voltaire*, 6 octobre 2010.

[4] *Kony 2012* est une vidéo de propagande de l'association Invisible Children en vue de faire arrêter le chef de l'Armée de libération du Seigneur, Joseph Kony. Visionnée sur Internet par plus de 100 millions de personnes, notamment aux USA, elle a touché émotionnellement un large public sur la base d'affirmations simplistes et d'amalgames.

[5] « Danny » était le nom d'un activiste syrien, correspondant d'Al-Jazeera et de CNN, depuis Baba Amr (Homs) assiégé. En réalité, il s'agissait d'un jeune voyou rémunéré par les services secrets du Qatar pour faire accroire que la population de Homs était bombardée par le gouvernement syrien. Durant trois mois, il utilisa divers trucages pour que l'on entende et voit des bombardements imaginaires.

[6] "[Rioters seize over 1500 guns in Ukraine mayhem -security services](#)" RT , 19 February 2014.

Source : « La Pologne, nouvelle tête de pont d'un plan de déstabilisation de l'Otan », par Andrew Korybko, Traduction Gérard Jeannesson, *Oriental Review*, *Réseau Voltaire*, 26 février 2014, www.voltairenet.org/article182348.html